

# MINUSMA **HEBDO**

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 99 • octobre 2017

## QUAND LES DIVIDENDES DE LA PAIX SONT PALPABLES



LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE APPORTE UNE CONTRIBUTION DE 824 000 EUROS AU FONDS FIDUCIAIRE EN SOUTIEN À LA PAIX ET LA SÉCURITÉ AU MALI

LES CONTRIBUTEURS AU FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX REÇUS DANS LA CASE DE LA PAIX DE GAO

LE MAINTIEN DE L'ORDRE AU CŒUR D'UNE FORMATION DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ MALIENNES À GAO

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •  
ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES  
DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX

MINUSMAHEBDO

99

## SOMMAIRE

## DANS CE NUMÉRO

**3** TESSALIT : LES NATIONS UNIES ET SES PARTENAIRES VEULENT MATÉRIALISER LES DIVIDENDES DE LA PAIX

**5** LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE APPORTE UNE CONTRIBUTION DE 824 000 EUROS AU FONDS FIDUCIAIRE EN SOUTIEN À LA PAIX ET LA SÉCURITÉ AU MALI

**7** RÉGION DE GAO : LA MINUSMA ŒUVRE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES DE BOUREM

**8** LES CONTRIBUTEURS AU FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX REÇUS DANS LA CASE DE LA PAIX DE GAO

**11** UNE DÉLÉGATION DES BAILLEURS DU FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX SALUE LA CONTRIBUTION DES NATIONS UNIES ET DE SES PARTENAIRES AUX EFFORTS DE PAIX AU MALI

**13** GAO ET MÉNAKA : LES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS À L'ÉCOLE DES DROITS DE L'HOMME

**15** LE MAINTIEN DE L'ORDRE AU CŒUR D'UNE FORMATION DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ MALIENNES À GAO

**16** EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL DES DROITS DE L'HOMME : LA MINUSMA APPUIE LA PARTICIPATION DE L'ÉTAT MALIEN

**18** LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT : LA MINUSMA ENCOURAGE LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

**20** KIDAL : LUTTER CONTRE LA RADICALISATION DES JEUNES PAR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**18** EN BREF



Adoptez l'éco-attitude

N'imprimez ce document  
que si cela est nécessaire !



# TESSALIT : LES NATIONS UNIES ET SES PARTENAIRES VEULENT MATÉRIALISER LES DIVIDENDES DE LA PAIX



***La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Coordonnatrice Résidente du système des Nations Unies au Mali et Coordonnatrice Humanitaire, Mme Mbaranga Gasarabwe, s'est rendue à Tessalit, le 10 septembre, accompagnée des représentants des pays donateurs du Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la Paix et la Sécurité au Mali et des agences onusiennes présentes dans le pays.***

À Tessalit, la délégation, composée de l'Ambassadeur de la Norvège, des représentants des ambassades du Danemark et du Luxembourg, ainsi que de ceux du Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme Alimentaire Mondial et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a pu s'entretenir avec les autorités intérimaires, le Maire de la commune de Tessalit, la Députée et les représentants de différentes communautés de la zone, sur la situation sociale du cercle, les défis et les perspectives.

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies à la MINUSMA, Coordonnatrice Résidente du système des Nations Unies au Mali et Coordonnatrice Humanitaire, Mme Mbaranga Gasarabwe et la délégation ont assisté au lancement de deux projets financés par le Fonds

Fiduciaire au profit de la population de Tessalit. « Aujourd'hui, la MINUSMA et les partenaires internationaux, dont les pays donateurs du Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la Paix et la Sécurité au Mali sont fiers de pouvoir contribuer à l'amélioration des conditions sécuritaires des habitants de la ville de Tessalit », a-t-elle déclaré.



Le premier projet, financé par la contribution danoise au Fonds Fiduciaire pour un montant d'environ

136 millions de FCFA, prévoit l'installation de 102 lampadaires solaires dans la ville de Tessalit. Il vient compléter les quatre autres du même type portant l'installation de 314 lampadaires solaires dans les régions de Gao, Mopti, Kidal et Tombouctou, et financés par le Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la Paix et la Sécurité au Mali. Le deuxième projet concerne la réhabilitation et l'extension de 3000 mètres de la digue de protection de Tessalit, financé également par la contribution danoise au Fonds Fiduciaire pour un montant de 99 millions de FCFA. Il va permettre de protéger la ville des inondations en retenant et en évacuant les eaux de pluie.

Au cours de cette visite, Mme Gasarabwe et la délégation ont également pris part à la cérémonie de remise des nouveaux locaux de l'école Ahmed Ag Assalat. La MINUSMA a mis en œuvre ce projet de réhabilitation et d'équipement de cet établissement scolaire, grâce à la contribution de la République du Danemark au Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali. Cette action des Nations Unies et de ses partenaires vient en soutien aux autorités maliennes dans leurs efforts en faveur de l'accès à l'éducation et la réouverture des écoles dans la zone. Au total, quatre (4) écoles ont été réhabilitées et équipées à Tessalit, Aguelhoc et Talabite pour un montant de 132 millions de Francs CFA. L'apport du Danemark au Fonds Fiduciaire a déjà permis de réhabiliter et d'équiper trois (3) écoles à Kidal et Anéfis dont le montant s'élève à 124 millions de FCFA. De plus, à travers les mécanismes de « Projets à Impact Rapide » et de « Réduction de Conflits Communautaires », la MINUSMA a soutenu une vingtaine de projets en appui de la population à

Tessalit et ses environs.

Les agences de l'ONU font face à des défis opérationnels considérables dans la région afin de délivrer de l'assistance. La FAO Mali intervient à Tessalit dans la Région de Kidal à travers le projet « Appui à la sécurité humaine au Nord du Mali à travers le renforcement de la résilience des femmes et des jeunes » démarré en Avril 2016 par l'ONU. Depuis 2015, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a mis en place un Programme d'alimentation scolaire à Tessalit qui couvre 5 écoles primaires et compte 893 élèves bénéficiaires. Il s'agit d'un projet de fourniture et distribution des repas quotidiens qui incitent les familles à envoyer et maintenir leurs enfants à l'école tout au long de l'année scolaire. La MINUSMA fournit également un appui considérable aux Agences partenaires pour le transport et la sécurisation de l'aide dans la zone.

L'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suisse et la Turquie comptent parmi les principaux bailleurs du Fonds Fiduciaire des Nations en Soutien à la Paix et la Sécurité au Mali. Il a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012) pour soutenir les efforts du Gouvernement du Mali à faire face à la crise et garantir les perspectives de développement à long-terme du pays, telles que le retour de l'autorité de l'Etat, l'ordre constitutionnel, la promotion du dialogue national, la réforme du secteur de sécurité, la coopération régionale, les Droits de l'Homme, le soutien aux élections, le processus de Désarmement-Démobilisation-Réintégration et des projets socio-économique.





# LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE APPORTE UNE CONTRIBUTION DE 824 000 EUROS AU FONDS FIDUCIAIRE EN SOUTIEN À LA PAIX ET LA SÉCURITÉ AU MALI



***La République fédérale d'Allemagne renforce officiellement sa participation au Fonds Fiduciaire en Soutien à la Paix et la Sécurité au Mali avec une nouvelle contribution de 824 000 Euros. Cet appui s'est concrétisé au cours d'une cérémonie tenue ce 2 octobre, au Quartier Général de la MINUSMA. Ces fonds serviront à la construction et l'équipement de l'extension de l'école nationale de police de Bamako et à l'organisation de formations au profit des Forces de Sécurité maliennes.***

Dans le cadre de l'appui du gouvernement allemand à la Paix et à la Sécurité au Mali visant à établir une formation spécialisée dans la lutte contre le crime organisé transnational, cette nouvelle contribution allemande de 824 000 euros a été injectée au Fonds Fiduciaire administré par la MINUSMA. Cet apport permettra de financer la construction et l'équipement de l'extension de l'école nationale de police de Bamako, ainsi que des formations pour les Forces de Sécurité maliennes, dans le cadre de la lutte contre le crime organisé et le terrorisme.

Les formations seront dispensées par une équipe spécialisée sur le crime organisé, le contre-terrorisme et la police scientifique de la MINUSMA. Cette équipe de formateurs est constituée d'experts hautement qualifiés détachés par l'Allemagne auprès de la Mission onusienne au Mali. Ces formations comprendront d'une part, des cours génériques sur





les nouvelles technologies, la cybercriminalité et la sécurité aux frontières maliennes, et des cours plus spécifiques sur les techniques d'investigation sur les scènes de crime et sur le contre-terrorisme. Cette action de l'Allemagne s'inscrit dans le long terme en tablant sur la formation des facilitateurs au sein des Forces de Sécurité maliennes qui pourront former leurs pairs à leur tour.

L'appui financier de la République fédérale d'Allemagne s'élève désormais à près de 26,8 millions



de dollars au total. Les contributions précédentes ont apporté un soutien considérable dans le domaine de la sécurité, notamment pour l'opérationnalisation du site du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) à Gao, la future réhabilitation de la piste de l'aéroport de Gao ainsi que des sites du MOC prévus à Kidal et Tombouctou.

Le Fonds Fiduciaire des Nations en Soutien à la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)) pour soutenir les efforts du Gouvernement du Mali à faire face à la crise et garantir les perspectives de développement à long-terme du pays, telles que le retour de l'autorité de l'Etat, l'ordre constitutionnel, la promotion du dialogue national, la réforme du secteur de sécurité, la coopération régionale, les Droits de l'Homme, le soutien aux élections, le processus de Désarmement-Démobilisation-Réintégration et des projets socio-économiques.

L'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suisse et la Turquie en sont les principaux bailleurs de Fonds.



# RÉGION DE GAO : LA MINUSMA ŒUVRE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES DE BOUREM



**Le mercredi 27 septembre 2017, une forte délégation de la MINUSMA s'est rendue dans le Cercle de Bourem (à 95 km au Nord-Ouest de la ville de Gao) pour une visite de suivi-évaluation de ses différents projets à impact rapide, dont la Réhabilitation et clôture de la Medersa de Bourem (51.881.955 F CFA) et la réduction de violence communautaire (50.409.000 F CFA).**

« La population du Cercle de Bourem s'est réjouie de l'appui de la MINUSMA à l'aménagement de notre périmètre maraîcher de 5 hectares » a déclaré Mme Bintou Guitteye, présidente locale de la Coordination des Associations et ONG féminines du Mali (CAFO), qui a reçu la délégation de la Mission onusienne en visite de suivi-évaluation du projet de réduction de violence communautaire sur place.

La réalisation de ce projet a des bénéfices multiples pour les communautés cibles de Bourem, particulièrement les femmes et les jeunes qui sont les plus nombreux utilisateurs du périmètre maraîcher et qui côtoient au quotidien les combattants armés attendant le processus de cantonnement.

Au cours de cette visite, la délégation onusienne a pris note de l'état d'avancement du projet de réduction de violence communautaire exécuté par le

Groupe de Recherche, d'Etude, de Formation, Femmes, Actions (GREFFA), notamment en ce qui concerne le parcellement, la mise à disposition de matériaux de construction, des bassins de retenue d'eau, le piquetage, la clôture en grillage, le creusement de puits, entre autres... La durée dudit projet est de six mois. Elle a aussi visité le projet à impact rapide intitulé Réhabilitation et clôture de la Medersa dont la durée est de 60 jours.

Cette visite sur le terrain fut suivie peu après par une rencontre au niveau de la Maire de Bourem ; rencontre à laquelle ont pris part M. Sidi El Moctar Touré, maire de la commune de Bamba, M. Idhoual Ag Infa, maire adjoint de Temera, ainsi que plusieurs bénéficiaires dudit projet. Les notables de Bourem, Bamba, Ha, Tondibi et Temera ainsi que les représentants des groupes armés (CMFPR 1 et CMFPR 2) y étaient aussi présents.

Une occasion pour la Section RSS-DDR de faire un exposé sur ses activités, y compris les projets de réduction de violence communautaire. Le Bureau de l'Information Publique (PIO) a aussi informé les participants de la nouvelle résolution 2364 (2017) et de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.

# LES CONTRIBUTEURS AU FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX REÇUS DANS LA CASE DE LA PAIX DE GAO



***Les représentants des pays contributeurs au Fonds de consolidation de la paix étaient, le mercredi 4 octobre 2017, dans la Cité des Askia en vue de s'enquérir de l'état d'exécution et de l'impact des projets financés par le fonds dans la région. L'objectif de ces projets est de soutenir la participation des femmes et des jeunes dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation dans le pays. Le montant global mis à la disposition du Mali s'élève à plus de 16 millions de dollars américains. La délégation était conduite par Mme Mbaranga Gasarabwé, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies au Mali.***

Les bénéficiaires de trois projets financés dans le cadre de ce fonds ont chaleureusement accueilli la délégation officielle dans la Case de la Paix à Gao. Un lieu qui est pour toutes les femmes un espace de rencontre, de dialogue, de promotion de leurs

droits. Un endroit dans lequel peuvent être lancées les alertes sur les cas de violence et qui permet aux femmes une meilleure participation à la vie publique et politique. C'est cet espace qui a servi de cadre de partage d'expériences relatives aux défis rencontrés par les bénéficiaires pendant les phases d'exécution de ces trois projets. Il s'agit notamment de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et à la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali. Mais aussi, à l'appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des jeunes et des femmes dans les régions de Gao et Tombouctou, ainsi que le projet d'éducation pour la consolidation de la paix au Nord du Mali.

« Je remercie les pays partenaires qui ont mis à la disposition de notre pays ce fonds, » a déclaré M. Sidiki Koïta, Directeur adjoint à la Direction



des organisations internationales et représentant du Ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Lui aussi était membre de cette forte délégation conduite par Mme Mbaranga Gasarabwe, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Coordinatrice humanitaire et Coordinatrice résidente du système des Nations Unies au Mali.

À la Case de la Paix de Gao, située dans l'enceinte de la Direction Régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, étaient rassemblés les femmes et les jeunes bénéficiaires desdits projets. Ils ont parlé de leur impact positif direct sur le processus de paix en cours, la cohésion sociale et l'éducation. Mme Saouda Dicko, présidente de la Case de la Paix de la Commune de Soni Ali Ber, dans la Région de Gao, s'est dite satisfaite quant à l'appui que les femmes de sa commune ont bénéficié, pour la consolidation du processus de réconciliation et la promotion de la paix et de la cohésion sociale entre les différentes communautés. « Nous, femmes des différentes communautés, nous nous rencontrons régulièrement dans cet espace dans le but d'échanger des idées et d'encourager la mise en commun de l'information sur les questions liées à la cohésion sociale et au vivre ensemble, » a-t-elle dit avant de conclure : « Certains efforts de réconciliation ont une dynamique totalement différente lorsque des femmes participent au processus de paix ».

L'échange a également porté sur la jeunesse et la drogue, l'immigration clandestine et une éventuelle implication des jeunes filles dans cette affaire. Les nombreux cas de viols perpétrés par des "coupeurs de route" (bandits armés) sur l'axe Gao-Gossi, suite à la détérioration de la route nationale 17, ont aussi été abordés. « Nous souffrons en silence en tant que femmes et mères, de voir nos filles être violées. C'est désolant et humiliant ! C'est contre nos valeurs culturelles ! » Ainsi s'est indignée Mme Diaharra Kanté, vice-présidente de la Case de la Paix de la ville de Gao. Ce cri du cœur n'a pas laissé la Représentante spéciale adjointe de la MINUSMA indifférente. Elle a mis cette rencontre à profit pour dénoncer la recrudescence des cas de viols. Elle a ensuite plaidé pour la prise en charge psychologique des victimes.

Composée des représentants de pays contributeurs, notamment la Belgique, le Canada, la Colombie, le Danemark, le Royaume de Norvège, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, la délégation a écouté avec attention et pendant plusieurs heures les différents témoignages et réalisations des femmes,

des jeunes mais aussi des plus jeunes appelés "Les Ambassadeurs pour la Paix 2017". Ces derniers font le plaidoyer, porte-à-porte, pour persuader les parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Ils bénéficient de l'encadrement de l'UNICEF au titre du projet d'éducation pour la consolidation de la paix au Nord du Mali. M. Mahamane Badou Touré, de cette agence des Nations unies, a informé la délégation de l'utilisation de 12 radios communautaires de la région pour la transmission des messages clairs et cohérents aux parents afin qu'ils scolarisent leurs enfants.

Le représentant du Ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M. Sidiki Koïta, a également exprimé sa satisfaction quant à la bonne utilisation des fonds de consolidation de la paix et aux résultats atteints. « Nous désirons remercier, une fois de plus, nos partenaires qui continuent à soutenir la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger. Ils interviennent dans les secteurs qui sont essentiels pour le gouvernement à savoir : l'éducation, la résilience des femmes et des jeunes aux conflits, la participation des femmes dans la mise en œuvre de l'Accord de Paix, etc. »



« Il est nécessaire d'appuyer les efforts du gouvernement pour que la nation malienne s'unisse et se consolide, » a rappelé Mme Mbaranga Gasarabwe, en mettant aussi un accent sur la bonne gouvernance, la gouvernance locale, la cohésion sociale au niveau des communautés pour dit-elle : « réussir ce pari ».

M. Ole Andreas Lindeman, Ambassadeur du Royaume de Norvège au Mali, faisait aussi partie

de la délégation. Après avoir écouté les différents témoignages des bénéficiaires, il a lancé un message aux populations du Mali : « Tout est possible pour que la paix revienne dans ce beau pays. Je note que les autorités, les femmes, les jeunes et tout le monde veulent la paix, rien que la paix ». Pour que la paix devienne une réalité, Mme Mbaranga Gasarabwe est d'avis qu'une « grande campagne de sensibilisation » soit menée sur l'ensemble du territoire et que les communautés s'impliquent pour contribuer, de manière efficace, au retour de la paix et la sécurité dans le pays. Elle a poursuivi en soulignant que « toutefois, la volonté nationale est essentielle de la part de tous les acteurs qui ont signé l'Accord de Paix ».

#### **Visite de courtoisie au Gouverneur de la Région de Gao par intérim**

La délégation s'était aussi entretenue le même jour avec le Gouverneur par intérim de la Région de Gao, M. Boubacar Bagayoko qui était accompagné de ses principaux conseillers. Plusieurs points relatifs à la situation sécuritaire dans la région, mais également les défis liés aux processus de désarmement, démobilisation et réinsertion/réintégration et à celui du cantonnement ont aussi été abordés. Profitant de l'opportunité de la présence de la délégation, le Gouverneur par intérim a lancé un appel aux mouvements signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, en l'occurrence la CMA et la Plateforme, afin qu'ils jouent pleinement leur rôle pour que le processus de cantonnement commence. « C'est une étape importante qui aidera le pays à sortir de cette crise » a-t-il conclu.





# UNE DÉLÉGATION DES BAILLEURS DU FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX SALUE LA CONTRIBUTION DES NATIONS UNIES ET DE SES PARTENAIRES AUX EFFORTS DE PAIX AU MALI



***Du 1er au 6 octobre, une délégation des bailleurs du Fonds pour la Consolidation de la Paix a effectué une visite de travail au Mali. La délégation comprenait notamment les représentants des pays donateurs comme la Belgique, le Canada, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume Uni et aussi les représentants du Fonds pour la Consolidation de la Paix basé à New York.***

Les membres de la délégation ont profité de leur séjour au Mali pour s'enquérir des efforts de consolidation de la paix au Mali, en particulier ceux déployés dans le cadre du Fonds pour la Consolidation de la Paix, en particulier dans la région de Gao.

La délégation a pu s'entretenir avec plusieurs

responsables maliens de haut niveau dont S.E.M. Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération Internationale, M. Marc Dabou, Directeur adjoint à la Direction Générale des Collectivités Territoriales, M. Hamoudi Sidi Ahmed, Président du Collège Transitoire de Taoudénit et de son homologue de Ménaka, M. Abdoul Wahab Ag Ahmad Mohamed, sur l'appui de l'ONU aux efforts nationaux de consolidation de la paix.

Dans un communiqué publié le 2 octobre, M. Abdoulaye Diop a déclaré qu' : « Il convient de rappeler que la présente visite intervient six mois après la tenue, les 11 et 12 mai 2017, à Bamako, de l'Atelier d'évaluation de la première phase du PBF au Mali ( 2014-2017), dotée d'un budget d'environ

17 millions de dollars US. Cette première phase a permis la réalisation d'importantes activités dans les régions de Gao et Tombouctou, notamment dans les domaines de l'éducation, la réintégration des personnes déplacées et réfugiées, la promotion des jeunes et des femmes ».

La délégation a visité Gao, le 5 octobre, en compagnie de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies au Mali, Coordinatrice Résidente du système des Nations Unies et Coordinatrice Humanitaire, Mme Mbaranga Gasarabwe et du Directeur adjoint des Organisations Internationales, et de M. Sidiky Koïta, représentant du Ministre malien des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale. Dans la cité des Askia, la délégation a rencontré les bénéficiaires des projets et des réalisations conjointes dans les cercles de Gao, Bourem, Ansongo et de Ménaka, ainsi que les autorités administratives notamment M. Boubacar Bagayoko, Gouverneur de la région de Gao par intérim.

La délégation a pu observer l'implication effective des bénéficiaires dans le processus de paix, à travers leur participation aux différentes activités mises en place par la MINUSMA et les agences des Nations Unies, dans le cadre des programmes du Fonds pour la Consolidation de la Paix au Mali. De nombreux bénéficiaires de ces projets ont témoigné de l'amélioration que ceux-ci ont apportée dans leurs vies. D'après l'une des femmes ayant bénéficié du projet d'accès à la justice et la sécurité pour les femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre, « On ne va plus retourner au stade d'avant le conflit. Maintenant nous irons vers un stade où la femme pourra s'affirmer et voir son rôle actif dans la gestion de conflits, pour elle-même, pour sa famille, pour ses enfants et même pour les générations futures. »

À la suite de ces échanges, la délégation a exprimé sa totale satisfaction et reconnaissance à tous les partenaires dans leur implication et engagement soutenus aux efforts nationaux de consolidation de la paix.

Dans la région de Gao, cinq projets financés par le Fonds pour la Consolidation de la Paix au Mali ont été mis en œuvre par les agences et la Mission des Nations Unies pour la première phase de financement. Ils portent, entre autres, sur le processus de cantonnement à Kidal mis

en œuvre par le **Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)** United Nations office for Project services ; l'éducation pour la consolidation de la paix au nord du Mali mis en œuvre par le **Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)** ; l'appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou par le **Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)** et l'**Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)**. Ce lot de projets inclut aussi celui sur les « Solutions pour la réintégration durable et pacifique des personnes déplacées internes (PDI) et des réfugiés rapatriés dans les régions de Gao et de Tombouctou » par l'**Office International des Migrations (OIM)** et le **Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR)** ; et en dernier lieu, l'accès à la justice et la sécurité pour les femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre porté par **ONU Femmes**, le **Fonds des Nations Unies pour les Activités de Population UNFPA**, et la **MINUSMA**.

Rappelons qu'au titre du Fonds pour la Consolidation de la Paix, huit agences des Nations Unies (le PNUD, l'ONUDI, l'UNICEF, l'OIM, le HCR, UNOPS, ONU Femme et UNFPA), la MINUSMA et des organisations de la société civile unissent leurs efforts depuis le début de 2014, sur un total de 11 projets, dont 6 sont mis en œuvre conjointement. Ils visent à réduire les



conflits et prévenir leurs résurgences. Ces projets, qui ont une durée de 18 mois pour la plupart, représentent un budget global de 16.9 millions de dollars américains.



# GAO ET MÉNAKA : LES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS À L'ÉCOLE DES DROITS DE L'HOMME



**La section régionale des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA à Gao, a organisé ce mercredi 4 octobre 2017, un atelier de formation des professionnels des médias des régions de Gao et de Ménaka sur le respect des principes fondamentaux des droits de l'homme, y compris en période électorale : Enjeux et défis. La formation qui a commencé au centre Djakossey, se poursuit au super camp de la MINUSMA jusqu'au 6 octobre 2017.**

Une trentaine de participants a pris part à cet atelier de trois jours. Ils sont venus de la commune urbaine de Gao, de Tessit, de Taboye, d'Ansongo, de Ménaka, de Tarkint, de Bourem, ou encore de Tine-Hama, pour se familiariser avec les notions de base des droits de l'homme. Cet atelier a donc pour objectif de pousser les hommes de média à porter un regard différent sur les droits de l'homme et à les promouvoir. Ils profiteront également de cet atelier pour mettre en place un réseau efficace pour défendre les droits de l'Homme. « Cette formation va nous rapporter beaucoup parce que nous ne maîtrisons pas les questions de droits de l'homme. Elle va nous permettre de mieux écrire sur ces questions et de savoir comment dénoncer les violations des droits de l'Homme », a précisé M. Ibrahim Mohomodou Maiga, journaliste à la radio Cotton de Gao.

Les activités ont commencé par le mot de bienvenue

de Madame Ndeye Yandé Kane, responsable régionale de la Division des droits de l'homme et de la protection. S'adressant aux Hommes de médias, elle a indiqué que cette formation s'inscrit dans le cadre des priorités dégagées par le Conseil des droits de l'Homme qui se trouve dans la troisième phase du



programme mondial pour l'éducation aux droits de l'homme. « Notre souhait est de voir les participants outillés afin de mener des échanges et des entretiens de manière professionnelle avec des témoins, des victimes et des survivants des violations des droits de l'homme » a-t-elle poursuivi.

Après la cérémonie d'ouverture, M. Lancinet Sangaré du Bureau de l'Information publique et de la



communication de la MINUSMA à Gao a présenté le mandat de la Mission, à travers la résolution 2364, aux professionnels des médias. Cet échange a permis une meilleure compréhension de la présence de la



Mission onusienne au Mali en général et à Gao et Ménaka en particulier. C'était aussi l'occasion de parler des réalisations de la MINUSMA dans ces deux régions et des bons offices qu'elle ne cesse de fournir pour la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et de la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger.

« C'est un devoir pour chacun de nous de connaître les notions des droits de l'homme avant de prétendre les expliquer à nos auditeurs. Nous remercions la Division des droits de l'Homme de la MINUSMA pour cette opportunité qu'elle nous offre », a déclaré M. Youssouf Aly Yattara de la radio rurale de Ménaka. Comme lui, la majorité de ses confrères présents

participent à leur première session de formation sur les notions de droits de l'Homme. « Je suis venu à Gao pour cette formation qui va me permettre de connaître les notions de droits de l'homme et mon rôle d'animateur, pour promouvoir les droits de l'Homme où que je sois », a confié M. Aboubacrine Ag Oumar de la radio de Tessit.

Après la présentation du mandat de la Division des droits de l'Homme par M. Mori Djiri, Officier du même bureau, celle des Affaires politiques, représentée par M. Kata Data Alhousseini Maiga, a aussi présenté le contexte socio-politique depuis la signature des accords.

Plusieurs modules seront présentés durant ces trois jours. Parmi eux : "l'introduction générale sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire", "étude de cas sur le Viol : jeux de rôle", "étude de cas sur l'enrôlement des enfants dans le rang des groupes armés" ou encore, "la liberté d'expression en période électorale : principes et Limites..."

A la fin de cet atelier de formation, les professionnels des médias seront mieux outillés pour rapporter, sensibiliser et attirer l'attention du public sur les questions relatives aux droits de l'Homme dans le pays et jouer un rôle considérable dans la consolidation de la démocratie, de la paix, et le respect des libertés fondamentales.





# LE MAINTIEN DE L'ORDRE AU CŒUR D'UNE FORMATION DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ MALIENNES À GAO



**La police des Nations Unies (UNPOL) à Gao, a initié du 02 au 06 octobre au super camp de la MINUSMA, une formation sur les techniques de maintien de l'ordre et de gestion des foules. Une formation destinée aux forces de défense et sécurité du Mali déployées à Gao.**

Seize agents de la Police, de la Gendarmerie et de la Garde Nationale ont pris part à cette formation qui s'est faite en deux volets. Une première partie en théorie, a permis aux Forces de défense et de sécurité maliennes de se familiariser avec les modules sur la notion de l'état, le rôle de l'état, les pouvoirs publics, ou encore l'ordre public.

« Nous comprenons mieux, à travers cette formation, que les

manifestants ne sont pas des ennemis mais des adversaires qui manifestent quelques fois dans la légalité. Nous devons savoir contenir leurs caprices, les jets de pierre et les insultes dans la plus grande sérénité, » a souligné le Marechal des logis, Chef Mohamed A. Garba Maiga de la brigade territoriale de gendarmerie à Gao. Une seconde phase pratique a amené les bénéficiaires à faire plusieurs exercices, notamment de maintien de l'ordre pendant une manifestation.

« Cette formation a été initiée après des constats faits lors des différents événements qui se sont passés ici à Gao. Nous voulons apporter notre contribution pour améliorer le professionnalisme dans le service de maintien de l'ordre qui puisse aussi prendre en

compte le respect des droits de l'Homme, » a souligné le capitaine Jean Pierre Timba qui est le formateur de cette session. Les bénéficiaires se sont aussi familiarisés avec les techniques de maintien de l'ordre telles que les rassemblements, les techniques offensives (à savoir la mise en place des barrages d'arrêt fixe fermé), la vague de refoulement, le bond offensif, la charge et la gestion des barricades. Cette formation est la deuxième du genre en une année.

« Nous souhaitons que cette formation puisse être transmise à ceux qui n'ont pas pu effectuer le déplacement afin que le maximum d'agents soient formés sur ces techniques, » a recommandé le capitaine Jean Pierre Timba.

# EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL DES DROITS DE L'HOMME : LA MINUSMA APPUIE LA PARTICIPATION DE L'ETAT MALIEN AU MALI



**Le 5 octobre dernier, a eu lieu au Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat (MDHRE), l'atelier de validation du rapport national de l'Examen Périodique Universel (EPU), un moyen d'évaluer la situation des droits de l'homme dans les 193 Etats membres des Nations Unies. La Division des droits de l'homme et de la protection (DDHP) de la MINUSMA a appuyé le gouvernement du Mali dans ce processus, dont les dernières étapes sont la soumission du rapport au Conseil des Ministres puis au Conseil des droits de l'homme à Genève, au siège du Haut-commissariat des droits de l'homme de l'ONU.**

**Un examen périodique universel de la situation des droits de l'homme : comment et pourquoi ?**

L'Examen Périodique Universel (EPU) est effectué une fois tous les quatre ans pour évaluer les réalisations relatives au respect des droits de l'homme dans les 193 Etats membres des Nations Unies. Ce rapport est produit par les Etats eux-mêmes, sous les auspices du Conseil des droits de l'homme. Il leur permet de faire cas des mesures qu'ils ont prises pour améliorer la situation des droits de l'homme et remplir leurs obligations en la matière. Une fois adopté par les Etats, souvent en Conseil des Ministres, le document

est envoyé au Conseil des droits de l'homme à Genève, où il est examiné par les 192 autres Etats. Il est alors comparé à d'autres données, dont les rapports indépendants des ONG et autres institutions indépendantes. Un processus participatif à l'issue duquel : « l'Etat concerné reçoit des recommandations par les autres Etats membres pour l'amélioration



d'une situation particulière relevant des droits de l'homme, dont il aura la latitude d'accepter ou de rejeter », a expliqué Guillaume Ngefa, Directeur de la DDHP/MINUSMA et Représentant du Haut-



## Commissaire des droits de l'homme au Mali.

Lors de l'ouverture de l'atelier, après avoir souligné l'importance de l'EPU, le Ministre des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat, Me Kassoum Tapo a rappelé que : « ... Depuis sa création, le Mali a pleinement coopéré (à ce processus ndlr) (...) Malgré les graves violations des droits de l'homme alléguées, nous restons engagés ». « Ma récente mission à Mopti pour l'évaluation des droits de l'homme, facilitée par la DDHP, a relevé la nécessité de renforcer la collaboration et la synergie en vue de protéger la population et d'assurer leurs droits fondamentaux », a également déclaré le Ministre Tapo, faisant allusion au rapport et à son contenu.

L'EPU a été établi par la résolution 60/251 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée le 15 mars 2006 et qui est à l'origine de la création du Conseil des droits de l'homme. Ce processus, basé sur la coopération, a permis en fin octobre 2011, d'examiner la situation des droits de l'homme des 193 Etats membres de l'ONU. L'EPU est un des piliers sur lequel s'appuie le Conseil des droits de l'homme. En effet, il rappelle aux Etats leur responsabilité de respecter pleinement et de mettre en œuvre tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales.

L'objectif ultime de l'EPU est d'améliorer la situation des droits de l'homme dans tous les pays et de traiter des violations des droits de l'homme, où qu'elles se produisent. L'examen périodique universel de cette année au Mali couvre la période de 2013 à 2017.

### La MINUSMA accompagne le Mali dans son Examen Périodique Universel

En tant que représentation du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Mali, la Division des droits de l'homme et de la protection (DDHP) de la MINUSMA soutient les efforts de l'Etat malien pour l'établissement du rapport national de l'Examen Périodique Universel (EPU).

A ce titre, la DDHP/MINUSMA a mis à la disposition du MDHRE deux consultants pour l'élaboration du premier projet de rapport de l'EPU et pour valider le travail de ces consultants. Elle a également assuré la participation de deux fonctionnaires du Gouvernement, notamment du Ministère de la Justice et du Ministère des Droits de l'Homme et de la réforme de l'Etat à la formation des formateurs, organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Dakar, du 25 au 29 septembre 2017, sur l'élaboration des rapports dus

aux mécanismes des droits de l'homme.

Enfin, la DDHP a accompagné l'organisation dudit atelier national tenu le 5 octobre dernier. Placé sous la coordination du Ministère des droits de l'homme, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de



l'homme y était présent en tant qu'observateur.

### Un processus inclusif, une opportunité à saisir

L'atelier s'inscrit dans le cadre du processus de consultation inclusive des autres acteurs nationaux. Une quarantaine de participants étaient donc réunis autour de la table afin d'examiner la situation des droits de l'homme au Mali, y compris le Gouvernement et la Commission Nationale des droits de l'homme, le Conseil économique et social ainsi que les organisations de la société civile.

Saluant les efforts du Gouvernement, le Directeur de la DDHP a également mis en exergue l'opportunité que représente cet exercice pour l'amélioration de la prise en compte des droits de l'homme au Mali. « La présentation du rapport national du Mali à Genève en Janvier 2018 constituera une opportunité unique pour mettre en valeur les efforts consentis par le Gouvernement pour la mise en œuvre effective des 111 recommandations acceptées par le Mali lors du précédent exercice, » a déclaré M. Ngefa. Et le représentant du Haut-commissaire des droits de l'homme de l'ONU au Mali de poursuivre : « Il s'agira également pour le Gouvernement d'exposer, de manière objective, la situation des droits de l'homme dans le pays, les défis et difficultés rencontrés pour la mise en œuvre des engagements internationaux, mais aussi l'expression des besoins du Mali en matière d'assistance technique pour le renforcement de ses capacités, en vue de la mise en œuvre des recommandations ».

# LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT : LA MINUSMA ENCOURAGE LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE



***La Division des Affaires Civiles de la MINUSMA a organisé, le 5 octobre dernier à Bamako, une rencontre entre les acteurs de la société civile malienne sur l'extrémisme violent, en partenariat avec l'organisation internationale Américaine DAI (Development Alternative Inc). Cette table ronde devait permettre de dégager des recommandations concrètes sur l'extrémisme violent au Mali et particulièrement dans le Centre et le Nord du pays.***

Dans son mot de bienvenue, le Directeur des Affaires Civiles, M. Vahram Abadjian, a tenu à remercier les acteurs qui « ont bien voulu se joindre à cette dynamique pour trouver par la réflexion, des solutions à la problématique de l'extrémisme violent au Mali ». Il a également souligné la dimension complexe de la thématique, due selon-lui « au caractère multiforme des causes de l'extrémisme qui vont des raisons religieuses à la pauvreté et aux insuffisances de gouvernance ».

Représentante de DAI, Mme Aimée Teplinsky, a quant à elle fait une brève présentation de l'organisation partenaire. Basée aux Etats Unies d'Amérique, DAI est une agence d'exécution et d'appui aux programmes de stabilisation dans les pays post-conflit. L'ONG officie depuis plus de 40 ans dans les domaines du développement mais aussi de la stabilisation, de la gouvernance, du renforcement des capacités des acteurs de la société civile, de l'environnement et des énergies renouvelables et ce, dans 70 pays. C'est cette expertise qu'elle est venue mettre à la disposition de la société civile malienne, dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme violent.

## **La MINUSMA soutient l'élaboration d'une politique nationale de lutte contre l'extrémisme violent**

Egalement présent, l'Officier de la Section de la Réforme du Secteur de la Sécurité, du Désarmement, de la Démobilisation et de la Réinsertion/ Réintégration (RSS-DDR) de la MINUSMA, M. Eric



Blaise, a expliqué le travail de la MINUSMA et des Nations Unies en général dans le domaine de l'extrémisme violent au Mali. Il a fait savoir que de nombreuses initiatives et de projets ont été mis en œuvre par les Nations Unies, y compris la Mission onusienne au Mali. Il a cité à titre d'exemple, la résolution de 71/291 du 15 juin 2017 et le projet de sensibilisation de 1000 jeunes sur l'extrémisme violent à Koro, Niono, Kadiolo, Macina Bankass, Ansongo, Kadji, Goudam, Annefif, Ménaka et Banamba. A l'heure actuelle, précise M. Blaise : « Nous travaillons avec le Ministère des Cultes et des Affaires religieuses sur la mise en place prochaine d'un comité technique qui coordonnera les actions

de lutte contre l'extrémisme violent ».

Toujours selon M. Blaise, une politique nationale de lutte contre l'extrémisme violent élaborée avec le concours de la MINUSMA, est en cours de validation. Cette politique sera fondée sur cinq axes prioritaires à savoir : la prévention, la protection, la réponse, la sensibilisation et la cohésion sociale

### **La société civile recommande une approche globale**

Pour les représentants de la société civile malienne présents à la rencontre, il est important de considérer l'extrémisme violent comme la



conséquence d'un certain nombre de maux. Il faut donc s'attaquer à ces maux pour prétendre lutter efficacement contre lui. Ainsi, les participants préconisent l'accélération de la mise en œuvre du processus de RSS et de DDR, la mise en place de la politique de lutte contre l'extrémisme violent, l'amélioration de la gouvernance, la dissociation de la religion et de la radicalisation...

D'autres recommandations, liées à la situation dans laquelle se trouve le Mali ont été faites. Il s'agit de la lutte contre le chômage des jeunes à travers la promotion d'activités de réinsertions, génératrices de revenus mais également, la création d'emplois

et la formation professionnelle. A cela s'ajoute aussi le retour des réfugiés et déplacés (accueil, réinstallation). Les participants ont également fait des propositions méthodologiques plus spécifiques. A savoir, la création d'un espace interministériel dirigé par la primature, ou encore la création d'un centre de dé-radicalisation.

Enfin, tous (organismes et participants) s'accordent à rappeler la nécessité de coordonner toutes les actions, afin de parvenir à une réelle synergie dans la lutte contre ce fléau qu'est l'extrémisme violent.

# KIDAL : LUTTER CONTRE LA RADICALISATION DES JEUNES PAR LA FORMATION PROFESSIONNELLE



**La section du Désarmement Démobilisation, de la Réinsertion et de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS/DDR) de la MINUSMA a financé un projet de formation professionnelle au profit de cinquante (50) jeunes du cercle de Tessalit dont dix-sept (17) femmes, pour un montant global de cinquante-huit (58 000 000) millions de francs CFA. Il s'inscrit dans le cadre de la réduction des violences communautaires et la réinsertion socioéconomique des jeunes à risque de radicalisation.**

Ce projet de Réduction de Violence Communautaire (CVR) a permis de former 27 jeunes de Tessalit, 15 d'Aguelhok et 08 autres de Timtaghene en techniques de maraîchage, couture, électricité, soudure et mécanique auto. La cérémonie de remise des attestations a réuni, le 18 septembre dernier, les autorités locales, les représentants d'ONG, les récipiendaires et des membres du personnel de la MINUSMA.

« Nous espérons que ce projet

contribuera à la cohésion sociale, la réconciliation, la consolidation de la paix et la dé-radicalisation des jeunes. Dans la mesure où il apportera un soutien économique aux communautés affectées par plusieurs années de crise, ce projet a pour objectif principal de contribuer à votre réinsertion socio-économique dans la société », a déclaré M. Aghaly Ag Bigny représentant du programme DDR et du Chef du bureau régional de la MINUSMA à Kidal, lors de ladite cérémonie.

## **La MINUSMA fournit des outils neufs aux 50 jeunes professionnels**

En plus des certificats de fin de formation remis aux différents lauréats, la MINUSMA leur a offert des kits composés de 25 motopompes et brouettes, 05 caisses à outils mécaniques, 05 postes de soudures et 05 machines à coudre avec leurs accessoires.

« Ce projet vient réduire le taux de chômage au sein de la population

locale et a un impact positif sur notre démobilisation et notre réinsertion, nous les jeunes. Nous remercions la MINUSMA pour cette initiative. Certes, c'est un bon début pour notre localité mais il reste encore beaucoup à faire », s'est félicité le représentant des lauréats, tout en invitant ses camarades à redoubler d'efforts et à utiliser les kits d'accompagnement à bon escient. Par ailleurs, il a plaidé en faveur de l'initiation de ces mêmes projets au profit d'autres jeunes de la région.

L'organisation non-gouvernementale « AZHAR » a mis en œuvre ce projet durant six mois. M. Abdallah Ben Hamou, représentant de l'ONG, n'a pas manqué de souligner l'avantage économique de ce projet pour la population du cercle de Tessalit en général et à la jeunesse en particulier. « Désormais la population disposera d'une main-d'œuvre locale qualifiée et des opportunités d'emplois pour ces jeunes formés », a-t-il conclu.



# EN BREF

## 02 OCTOBRE

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali, M. Mahamat Saleh Annadif, a reçu au matin du 02 octobre en ses bureaux, une délégation représentant les bailleurs au Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (Peacebuilding Fund), représentants la Belgique, du Canada, du Danemark, de la Norvège, les Pays-Bas et du Royaume Uni, et du Bureau d'appui à la consolidation de la paix. Le Chef de la MINUSMA en a profité pour accentuer son plaidoyer auprès des bailleurs pour la mobilisation de plus de ressources en faveur de la consolidation de la paix au Mali.



La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Coordonnatrice humanitaire, Coordonnatrice résidente du Système des Nations unies au Mali, Mme Mbaranga Gasarabwe, a rencontré dans la journée du 02 octobre, au Quartier général de la MINUSMA, la délégation des bailleurs au Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (Peacebuilding Fund-PBF), en visite au Mali du 1er au 06 octobre pour apprécier les réalisations effectuées avec les financements du PBF sur le terrain et échanger avec les bénéficiaires des différents projets de dividendes de la paix mis en œuvre principalement par l'équipe pays des Nations Unies et la MINUSMA, notamment dans les régions du nord.



## 03 OCTOBRE

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif, a reçu en audience au matin du 03 octobre, Son Excellence M. Kenneth Chikere Nwachukwu, Ambassadeur de la République Fédérale du Nigéria, récemment accrédité au Mali.

Tenue au Quartier Général de la Mission onusienne à Bamako, cette visite de courtoisie a permis aux deux personnalités de prendre contact mais aussi, de s'entretenir sur l'état d'avancement du processus de paix, la situation sécuritaire ou encore, la contribution nigériane aux efforts consentis par la communauté internationale pour aider le Mali à retrouver la paix.



## 03 OCTOBRE

Le 2 octobre, le Colonel Werner KNAPPE, Chef d'état-major adjoint, chargé des opérations de la MINUSMA a effectué une visite de travail dans la région de Kidal.

Au cours de cette visite, le Colonel Werner KNAPPE s'est entretenu avec le commandement par intérim de la Force du Secteur Nord pour s'imprégner des enjeux et défis de la Mission dans la région, afin de rechercher des solutions idéales au niveau national.

Après cette rencontre, il s'est rendu au camp N°1 de Kidal, site retenu pour abriter le Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC), pour évaluer l'état d'avancement des travaux de réhabilitation et encourager les troupes des opérations de la force du secteur Nord.



Pour rappel, ces opérations ont pour objectif de sécuriser le camp N°1, protéger les populations civiles et les installations de la MINUSMA et son staff afin de permettre le bon déroulement des activités dans le processus de paix et de réconciliation au Mali.

## 04 OCTOBRE

Le Directeur exécutif adjoint d'ONU Femmes, Yannick Glémarec, accompagné du Dr Maxime Houinato, le Représentant résident de cette agence au Mali, se sont entretenus le 04 octobre avec le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali (RSSG), M. Mahamat Saleh Annadif.

M. Glémarec et sa délégation étaient venus expliquer les objectifs de leur mission au Chef de la MINUSMA.

Les progrès engrangés au Mali dans la mise en œuvre de la Résolution 1325 (2000) sur les femmes, la paix et la sécurité ou encore la contribution d'ONU Femmes à l'amélioration de la situation dans le pays, sont quelques-uns des sujets abordés lors de cette rencontre.



## 05 OCTOBRE

Le Président de la République, Son Excellence M. Ibrahim Boubacar Keita a reçu hier, 04 octobre 17 au Palais de Koulouba, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali (RSSG), M. Mahamat Saleh Annadif.

Cette audience que le Chef de l'Etat malien a accordé au Chef de la Mission onusienne, avait pour objet de faire le point sur la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, après l'Assemblée générale des Nations Unies tenue le mois dernier et en marge de laquelle ont eu lieu de nombreux échanges de haut niveau sur le Mali.



M. Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires étrangères, le Ministre Secrétaire général de la Présidence M. Soumeylou Boubeye Maiga ainsi que d'autres hauts fonctionnaires de l'Etat malien étaient également présents à cette rencontre.



## 05 OCTOBRE

Lors de la 8062<sup>ème</sup> séance du Conseil de sécurité, le 05 octobre, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali, M. Mahamat Saleh Annadif, a présenté le dernier rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la situation au Mali. Le Ministre malien des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale, S. E. M. Abdoulaye Diop, a aussi participé à cette vidéo-conférence depuis le Quartier général de la MINUSMA à Bamako, en liaison avec le QG des Nations Unies à New-York, où s'étaient réunis les membres du Conseil.

Entres autres points abordés, le débat sur le projet de révision de la Constitution, les affrontements entre les deux groupes armés signataires de l'Accord de paix ainsi que la signature entre eux de « L'Engagement », le 20 septembre dernier, les violations des droits de l'homme, les attaques des groupes terroristes sur les forces nationales et internationales tout comme sur les civils, la hausse des besoins humanitaires et la force du G5-Sahel ont aussi émaillé l'intervention respective des deux diplomates. « Toutes les parties devront redoubler d'efforts pour rétablir la confiance entre elles et malgré les retards prolongés dans la mise en œuvre de l'Accord, s'engager dans les réformes nécessaires et fournir les dividendes de la paix pour les populations », a déclaré le Chef de la MINUSMA au Conseil de sécurité.



## 09 OCTOBRE

Dans l'après-midi du 09 octobre, au Quartier général de la MINUSMA, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission onusienne au Mali, M. Mahamat Saleh Annadif, a reçu M. Philippe Rio, le nouveau Chef de la Mission EUCAP Sahel-Mali. Les deux personnalités ont abordé plusieurs sujets relatifs au processus de paix et à la situation sécuritaire dans le pays.

En outre, le chef de la MINUSMA a salué la détermination d'EUCAP Sahel Mali, dans le cadre de l'approche globale de l'UE en matière de sécurité et de développement dans la région du Sahel. M. Annadif a également souhaité plein succès à M. Rio dans l'accomplissement de sa mission au Mali.

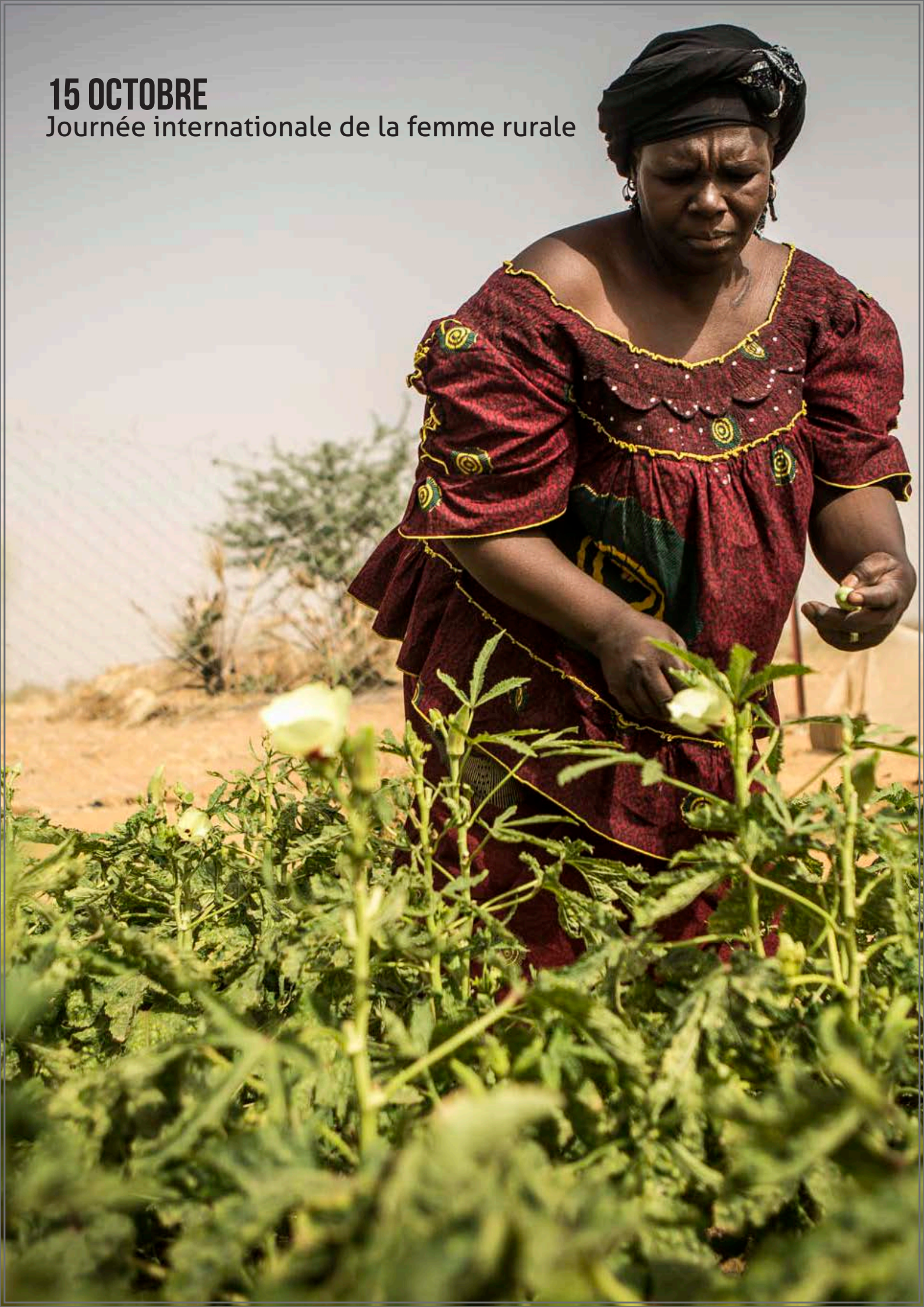






**15 OCTOBRE**

Journée internationale de la femme rurale







MINUSMA

Ensemble, réussir la paix

## RETROUVEZ NOUS SUR :



<http://minusma.unmissions.org>



[facebook.com/minusma](https://facebook.com/minusma)



[www.flickr.com/photos/minusma](http://www.flickr.com/photos/minusma)



[twitter.com/UN\\_MINUSMA](https://twitter.com/UN_MINUSMA)



[www.youtube.com/minusma](https://www.youtube.com/minusma)



[https://www.instagram.com/un\\_minusma](https://www.instagram.com/un_minusma)



MIKADO FM

Bamako 106.6 MHz

Gao 94.0 MHz

Kidal 94.0 MHz

Menaka 94.0 MHz

Mopti 91.8 MHz

Tessalit 94.0 MHz

Tombouctou 92.6 MHz

